

## Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 5 avril 1865

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 5 avril 1865, 1865-04-05

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 08/08/2025 sur la plate-forme EMAN :  
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/43244>

### Informations sur le document source

CoteFG 15 (7)

Collation4 p. (436r, 437r, 438v, 439v)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [5 avril 1865](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)

Lieu de destination Amiens (Somme)

# Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire. Godin pense que la proposition d'arrangement à l'amiable faite par le notaire d'Esther Lemaire est un piège. Godin avertit Delpech de ne pas accorder trop de confiance à Machart. Godin a proposé à Esther Lemaire de lui faire savoir à quel prix elle lui céderait sa part de la communauté plutôt que procéder à une liquidation judiciaire. Godin annonce qu'il ne veut pas payer plus de 500 000 F à sa femme. Il informe Delpech qu'il était hier à Paris où il a discuté de la question avec Jules Favre. Godin demande à Delpech de lui envoyer ses honoraires et sa note de frais.

## Mots-clés

[Consultation juridique](#), [Finances personnelles](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Favre, Jules \(1809-1880\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)
- [Machart \[monsieur\]](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/09/2022

Dernière modification le 31/05/2023

---

Lundi le 8 avril 1663

Le comte de Vendôme à son père  
M. l'abbé M. l'abbé

Par maïs votre lettre hier je l'ai  
qui me renouvelée la proposition que  
vous fait faire M. le comte par un  
notaire de faire il ya deux pluviés  
jours en plus le régno que j'avais  
faite avec ouverture qui m'a été  
faite.

Il y a deux jours M. le comte me fait appeler  
de son bureau et arrive à un arrangement  
assez facile, sans un prétexte. Il me demandait  
que lui permettre un état d'âme. Je lui ai  
dit la somme nécéssaire pour établir les  
droits, c'est à dire vous me demandiez  
quelques francs après pour des actes.  
Il me disait qu'il n'y ait pas un peu de  
peur que les influences qui dégénèrent autour  
de M. le comte ne me permettent pas  
de croire qu'il y ait en elle des sentiments  
contraire, et qu'il vaut mieux la faire  
la plus profitable pour elle. Vous diriez  
vous ne pas trop au contraire confiance  
en eux. M. le secrétaire peut sans doute sans  
que je mette en cause sa bonne foi il  
faudrait être trompé sur les intentions  
de ceux au nom de qui il parle  
et pourquoi je ne me suis pas

précédi à répondre à votre précédent  
lettre. les mêmes questions n'étant adressées  
ici par un autre intermédiaire que par moi  
répondre moi-même.

je vous dis que si M<sup>e</sup> Godin avait  
comme il le exprimait le désir de ne pas  
comprendre davantage l'état de mes affaires  
et de venir arriver à une entente amiable sur  
le chiffre de ses reçus que l'on pourrait faire  
entre nous deux sans dévoiler ou  
l'état des valeurs ou les communiquantes,  
que l'état plus simple qu'il fut l'arrangement  
de la liquidation qui devait évidemment faire l'effet de la liquidation et qu'il consentirait  
à me céder les droits de reçus auquel cas  
on prie de continuer.

La proposition n'a pas été améliorée car  
Godin en plaidait les intérêts de tout de sit  
que la première chose à faire était de  
fixer les droits de reçus. Ainsi que  
répondu que la liquidation judiciaire pourrait  
bien établir le chiffre, puisque je ne  
pourrais servir à que d'autant étudier les  
immobilisés. que dans autre cas les valeurs  
mobilisées étaient depuis la demande de  
M<sup>e</sup> Godin en grande partie converties  
en immobilisés. Il n'y avait qu'une opposition  
des comptes qui pourraient résoudre les  
questions très compliquées de cette liquidation  
à faire remarquer que la conversion au  
forfait de ces droits apporterait tout cela

et je demandais que l'on voulut bien  
examiner à quel échiffre elle consentirait  
à me céder de part et communauté que  
si la somme et les emprunts faits étaient  
insolubles l'on me laisserait disposer à  
entre dans la voie d'un arrangement qui  
serait le préférable pour tous les deux.

l'on a gardé depuis le silence, mais cette  
lettre vient reprendre la question, ou elle  
est restée. J'ose poser la question très  
privée de ce que je devrais disposer à donner  
pour arrêter les effets de la liquidation. il  
y a pour moi bien des projets de rang dans  
une affaire qui ne vaut pas moins que  
certains dans mon esprit, malgré cela que  
je dois vous dire que je suis moins effrayé  
des autres de ce qu'au contraire c'est que je  
me lâche. et que je ne consentirais  
pas à négocier pour plus de cinq cent  
mille francs vis à vis de ma femme pour  
réplement de tout ses droits. quand aua  
tâche si elle consentirait à me donner de moi  
que 30 mille francs par un intérêt compris  
elle me rendrait service. mais sous ce rapport  
pas M. Hatchart disposer à consentir à moyen  
d'arrangement les conseils de ma femme la  
poussent à ce que l'impossibilité et pour moi  
c'est là un maximum comme échiffre  
mais si l'on exigeait une certaine somme dont  
je fais mon possible pour donner cette  
satisfaction

étais hier matin à Paris auprès  
de M<sup>e</sup> Jules Favre avec lequel j'ai causé  
de mon affaire. Son sentiment est que  
si M<sup>e</sup> Godin accepte les conditions raisonnables  
que je lui fais faire il devrait la  
meilleure situation pour elle et pour moi  
mais qu'en priant de prétentions exagérées  
je puis arriver au résultat inverse à ce  
que me promet.

je recevais cette grâce votre gracie  
de Dieu en cela.

Le moment n'est-il pas venu de me faire  
connaître les frais; et la somme que  
j'ai à vous adresser.

Je vous prie d'agréer mes sentiments distingués

Yves Léon de Biencourt

Godin

Madame Amelie

Madame à laquelle je vous  
ai écrit pour une somme de  
quatre mille francs dont trois  
cents francs intérêts dans le cas où l'on  
ne me rendra pas un jugement définitif  
et établit une taxe sur les deux derniers  
cents francs jusqu'à la date de la fin  
du délai de réclamation. Cependant  
comme Mme. Mirey n'a rien à intérêt  
dans ce retard jusqu'à ce qu'il soit fait  
un jugement sur la cause  
elle a été mise en garde

Madame